

Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) du lundi 15 février 2013

Présentation de la loi d'orientation sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche

Déclaration de la fédération SUD éducation

Le gouvernement a osé affirmer il y a un an qu'il apporterait le changement. Le projet de loi proposé n'apporte aucun changement de fond, pire il est, dans sa logique, dans la continuité de tout ce que nous avons combattu dans les réformes de Pécresse sous l'ère Sarkozy.

Nous dénonçons (même si certains noms changent, les logiques restent identiques) :

- le management appliqué aux services publics (LOLF) et les objectifs comptable et idéologique de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) qui sont les leviers du démantèlement du service public ;
- la loi LRU et ses avatars : évaluation bureaucratique tous azimuts (AERES, HCERES), recherche sur projets (ANR),... qui sont les leviers de la destruction de l'enseignement et la recherche publique.

Le gouvernement a tenté de maquiller ses projets par des assises qui furent une telle parodie de démocratie qu'il n'ose même plus s'en revendiquer.

SUD éducation votera contre le projet de loi et a refusé d'essayer de l'amender car c'est la logique de fond que nous combattons et non des aspects périphériques.

Mais ce vote n'aura aucun poids pour freiner la marche en avant d'un gouvernement qui poursuit les politiques antérieure, voire les empire, et cela bien au-delà de l'ESR : demandeurs d'asiles, chômage, culture, ... Toutes les lois et mesures du gouvernement actuel participent à la même logique libérale que nous combattons.

Lorsque quelques patrons vautours déguisés en pigeons, font une pétition, le gouvernement recule en deux jours. Par contre, lorsque les collègues du 1^{er} degré font une grève avec un taux de gréviste historique, le gouvernement refuse de les écouter.

Ce n'est pas un vote au CNESER qui fera reculer le gouvernement, même si nous voterons contre le projet de loi. Ce qu'il faut visiblement c'est une contestation sociale d'ampleur. Nous ne serons pas, pensons-nous, les seuls à être artisan de cette contestation et à essayer de l'amplifier pour faire reculer ce gouvernement au service d'intérêts qui ne sont pas les nôtres.